

---

# Tadjikistan : appels à la désescalade dans le Haut-Badakhchan

## Description

Alors que les troubles s'intensifient depuis un mois dans la région autonome du Haut-Badakhchan, Human Rights Watch a appelé le 26 mai le gouvernement tadjik à cesser la répression contre les manifestants.

Les tensions montent dans la région depuis la mort d'un militant lors d'une garde-à-vue fin 2021. Depuis, les autorités régionales refusent d'enquêter et, plus encore, d'envisager la démission du gouverneur de la région et du maire de sa capitale, Khoroug. Le 16 mai, un manifestant a été tué par les forces de police, donnant prétexte pour les autorités à lancer une « opération anti-terroriste » qui aurait fait plus de 40 morts selon le représentant spécial de l'ONU pour les minorités Fernand de Varennes. Depuis, les autorités ont coupé Internet et accès aux réseaux mobiles dans toute la région.

Le 25 mai, cinq organisations de défense des droits de l'Homme (Civil Rights Defenders, la branche polonaise de la Fondation Helsinki pour les droits de l'Homme, International Partnership for Human Rights, le Comité Helsinki de Norvège et l'Organisation mondiale contre la torture) avaient déjà demandé à Douchanbé de mettre fin aux persécutions contre des manifestants pacifiques et d'ouvrir accès à la région.

De même, la Représentation de l'UE au Tadjikistan, les ambassades de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni et des États-Unis ont fait part de leurs inquiétudes, demandant aux parties de travailler à une désescalade et de s'abstenir de tout usage excessif de la force. Le prince Karim Aga Khan a appelé ses fidèles du Badakhchan à privilégier le dialogue, et le Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres a dit espérer une solution pacifique.

**Sources :** RFE/RL, Pamir Daily News, Fergana Agency.

**date création**

29/05/2022

**Champs de Meta**

**Auteur-article :** Elie Guilhem